

Guinée-Bissau

En 2010, la croissance du pays s'est établie à 3.6 %, tirée par le redressement du cours de la noix de cajou, la bonne tenue de la construction de logements privés et des investissements dans des grands projets d'infrastructure.

Le nouveau gouvernement est confronté à trois grands défis politiques en 2011 : assurer la stabilité du pays, engager des réformes dans le secteur de la défense et lutter contre les narcotrafiquants.

La Chine, le Brésil et l'Inde sont les trois principaux partenaires émergents du pays. La présence de la Chine se traduit au travers d'une coopération bilatérale et de gros projets d'infrastructures et l'Inde entretient d'étroites relations commerciales dans le secteur de la noix de cajou. Le Brésil participe depuis longtemps à des projets de renforcement des capacités dans le secteur de l'éducation.

La croissance économique de la Guinée-Bissau a légèrement repris en 2010, à 3.6 %, contre 3 % en 2009, sous l'effet conjugué du redressement du cours de la noix de cajou, de la bonne tenue de la construction de logements privés et d'investissements dans des grands projets d'infrastructure. L'impact indirect de la crise économique mondiale, qui s'est surtout traduit par un recul des recettes publiques d'exportation et des transferts des travailleurs expatriés, a été atténué par le vif rebond de la demande mondiale de noix de cajou. Mais le regain d'instabilité politique a poussé l'Union européenne (UE), l'un des principaux partenaires au développement du pays, à suspendre son soutien budgétaire. La croissance devrait s'accélérer en 2011 et 2012, à respectivement 4.5 et 4.8 %, grâce à l'augmentation de la production agricole, des exportations de noix de cajou et des investissements directs étrangers (IDE) dans les projets miniers et les infrastructures. La persistance de l'instabilité politique, qui pourrait provoquer une nouvelle baisse des financements des donateurs et compromettre la concrétisation du programme public d'investissement dans les années à venir, laisse craindre une réelle dégradation. À moyen terme, l'inflation devrait rester dans les limites de 3 % fixées par la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO), confirmant les bons résultats de 2010.

La normalisation des relations avec le Fonds monétaire international (FMI), en janvier 2008, a continué de porter ses fruits en 2010. En plus de l'assistance d'urgence après un conflit (EPCA) débloquée en soutien au programme économique du pays pour les années 2008 et 2009, la Guinée-Bissau a obtenu en mai une facilité élargie de crédit (FEC) pour trois ans d'une valeur de 22.4 millions de droits de tirage spéciaux (DTS).

La chute du volume des exportations de noix de cajou par rapport aux performances exceptionnelles de 2009, et qui s'explique par de mauvaises conditions climatiques, a été compensée par la remontée des cours, d'où une augmentation de la valeur globale des exportations et une réduction du déficit commercial. Cette amélioration des termes de l'échange n'a pour autant pas suffi à contrebalancer le retrait du soutien budgétaire de l'UE en 2010. Résultat, le déficit du compte courant s'est progressivement creusé.

La Guinée-Bissau reste lourdement dépendante de son agriculture de subsistance, de l'exportation de noix de cajou et de l'aide extérieure. Pour diversifier l'économie et favoriser la croissance, le pays doit réformer en profondeur son administration publique (notamment la sécurité et la défense) et investir dans l'agriculture et les infrastructures de base pour les transports et l'énergie. L'exploitation de son riche potentiel minier, attendue prochainement, pourrait rapporter les ressources financières nécessaires à ces investissements. En décembre 2010, la Guinée-Bissau a atteint le point d'achèvement de l'Initiative des pays pauvres très endettés (PPTE), ce qui devrait lui permettre de bénéficier d'un allègement de dette de 1.2 milliard de dollars (USD) et de prétendre à nouvelles remises de dette au titre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM).

La Chine, le Brésil et l'Inde sont les trois principaux partenaires émergents du pays. La présence de la Chine s'est surtout traduite au travers d'une coopération bilatérale et de gros projets d'infrastructures tandis que l'Inde entretient traditionnellement d'étroites relations commerciales dans le secteur de la noix de cajou, même si elle commence désormais à intensifier sa coopération bilatérale. Le Brésil participe depuis longtemps à des projets de renforcement des capacités dans le secteur de l'éducation et devient un important partenaire commercial.

Le coup de force du chef d'État major adjoint des armées, le général Antonio Indjai, et sa nomination contestée à la tête de l'armée ont marqué la scène politique en 2010. Ces événements ont entraîné la suspension du soutien budgétaire de l'UE qui assurait le financement de la réforme du secteur de la défense et de la sécurité (SSR) et des traitements des enseignants et des fonctionnaires. À moyen terme, l'aide financière des donateurs sera largement conditionnée au retour d'une stabilité politique durable.

Le nouveau gouvernement devra donc relever trois grands défis en 2011 : instaurer cette stabilité, mettre en œuvre les réformes dans le secteur de la défense et lutter contre le trafic de drogue. Les résultats économiques dépendront de sa capacité à agir concrètement dans ces domaines.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

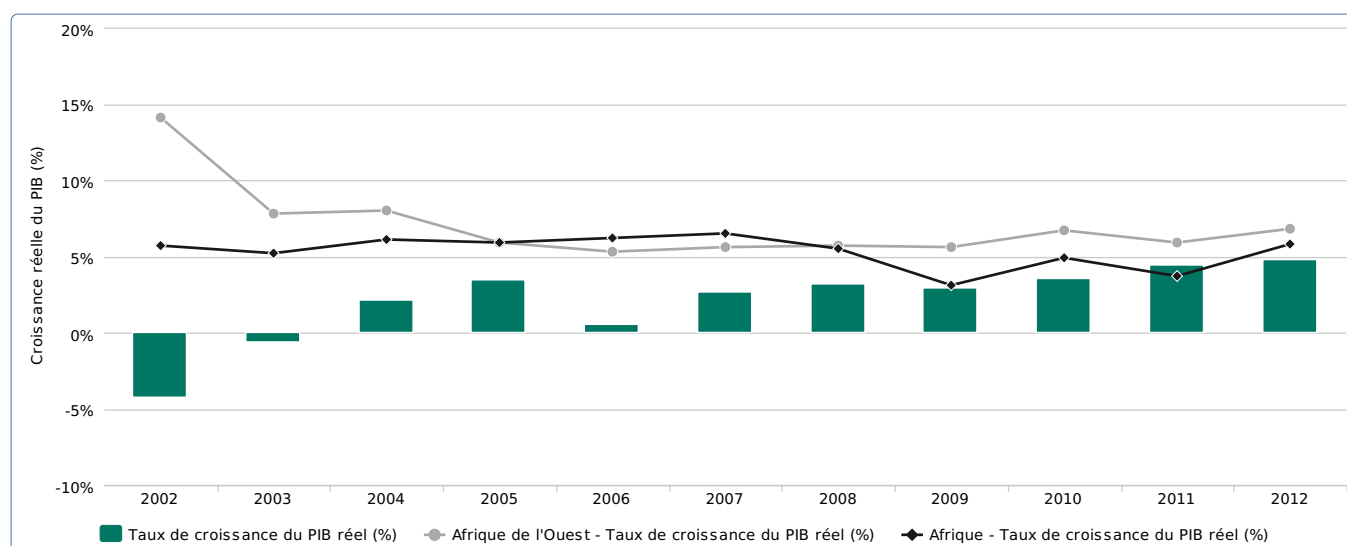
	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	3	3.6	4.5	4.8
Inflation IPC	-1.6	2.6	2.7	2.6
Balance budgétaire % PIB	2.8	-0.2	-2	-1.2
Balance courante % PIB	-4.1	-5.6	-6.2	-6.1

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932414383>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (W)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932412027>